

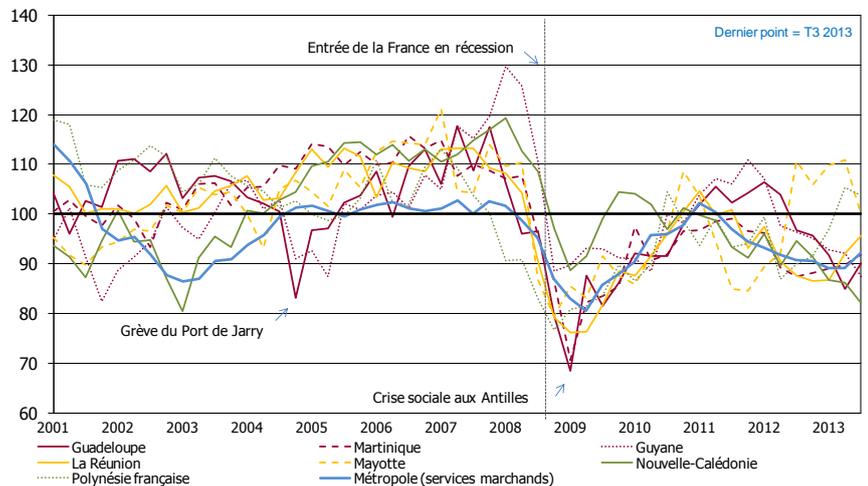
## Conjoncture Outre-mer 3<sup>e</sup> trimestre 2013

### L'ACTIVITÉ RESTE MOROSE

Alors que la reprise mondiale reste languissante, l'activité dans l'Outre-mer français peine toujours à repartir. L'indicateur du climat des affaires (ICA) demeure en deçà de sa moyenne de longue période dans la majorité des géographies à l'exception de Mayotte et de la Polynésie française où, malgré un repli au troisième trimestre 2013, il se situe encore à son niveau de longue période. Il continue également d'être en repli en Nouvelle-Calédonie où il s'établit à un de ses plus bas niveaux historiques. En revanche il se redresse quelque peu à La Réunion, à la Martinique et en Guadeloupe tout en restant bien en deçà de sa moyenne de longue période. La consommation et l'investissement restent déprimés alors que la situation de l'emploi continue de se tendre. Quelques timides signes de reprise sont à noter cependant sur le front de la consommation en Guyane et à La Réunion.

Au prochain trimestre l'activité devrait s'améliorer à La Réunion et se stabiliser en Polynésie française et à la Martinique. Elle resterait en revanche déprimée dans les autres géographies.

**Indicateur du climat des affaires**  
(100 = Moyenne de longue période)



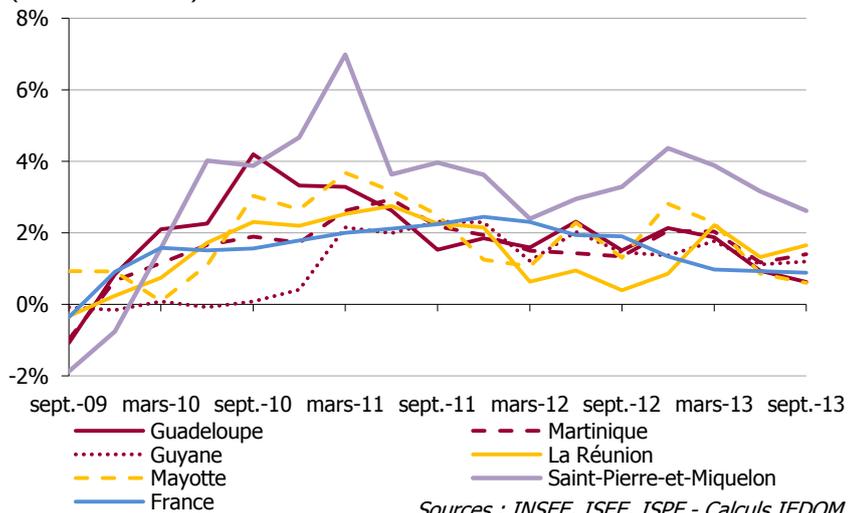
Attention: les ICA harmonisés peuvent différer légèrement des ICA calculés pour chaque géographie. Sources : IEDOM, IEOM, Banque de France

### STABILISATION DE LA HAUSSE DES PRIX À UN NIVEAU MODÉRÉ

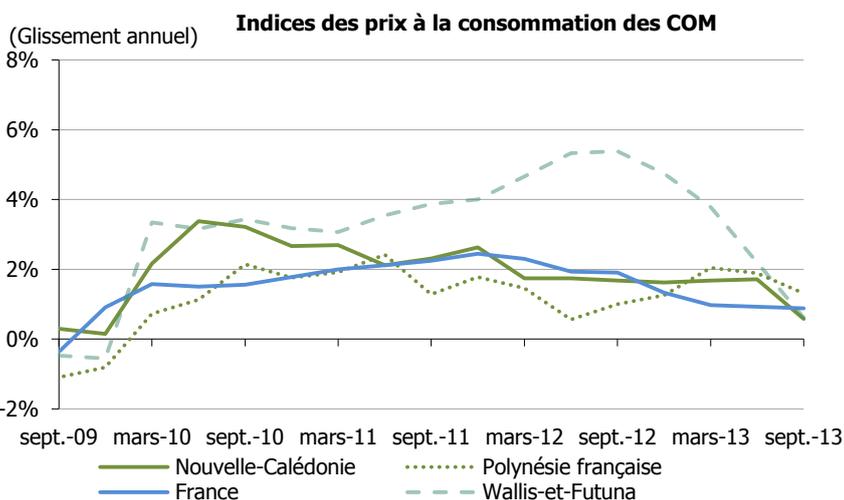
Après un ralentissement marqué au deuxième trimestre, la hausse des prix se stabilise dans l'Outre-mer français à un niveau modéré. Pour l'ensemble des DCOM, elle s'élève en glissement annuel à +1,2 % après +1,3 % au trimestre précédent. La hausse des prix accélère très légèrement dans les DOM (+1,3 % après +1,2 %) tandis que dans les COM, elle ralentit de manière sensible (+1,0 % après +1,8 %). Cette tendance à la modération des prix se retrouve également au niveau national, où l'inflation se maintient à 0,9 % sur la même période.

**Dans les DOM**, la situation est plus contrastée qu'au trimestre précédent. Si le ralentissement des prix se poursuit à la Guadeloupe (+0,6 %) et à Mayotte (+0,6 %), ils accélèrent légèrement en Guyane (+1,2 %), à la Martinique (+1,4 %) et à La Réunion (+1,6 %).

**Indice des prix à la consommation dans les DOM**  
(Glissement annuel)



Sources : INSEE, ISEE, ISPF - Calculs IEDOM



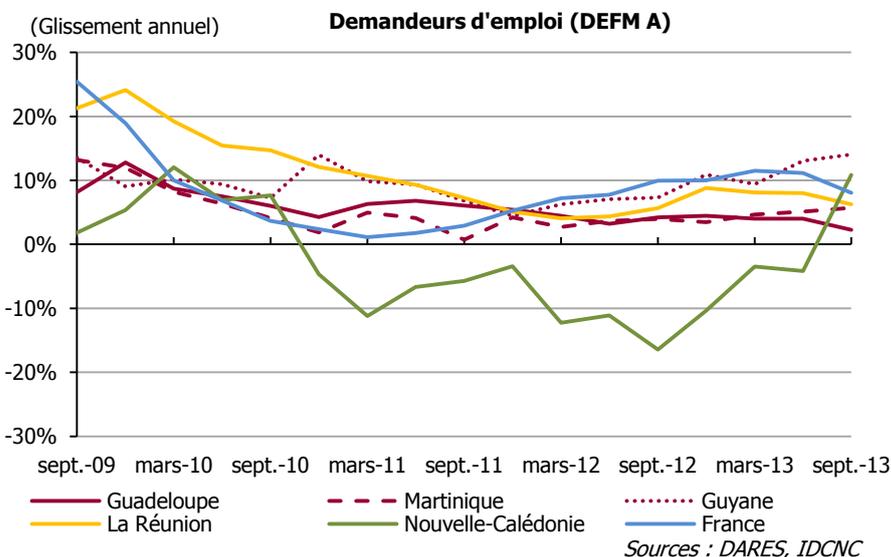
Sources : INSEE, ISEE, ISPF - Calculs IEDOM

**Dans les COM du Pacifique**, le ralentissement des prix est sensible et généralisé. Il est particulièrement marqué en Nouvelle-Calédonie (+0,6 % après +1,7 %) et à Wallis-et-Futuna (+0,6 % après +2,2 %). Des mesures ont été prises afin de contrôler les prix suite à la signature d'un protocole de fin de conflit « vie chère » le 27 mai 2013 entre le Gouvernement de Nouvelle-Calédonie, les responsables politiques et les acteurs économiques et sociaux. Cet accord définit 14 engagements portant notamment sur la baisse immédiate de 10 % des prix sur une liste de 300 produits alimentaires et d'hygiène et 200 produits non alimentaires. Les prix décélèrent également dans une moindre mesure en Polynésie française (+1,3 % après +1,9 %).

## DÉGRADATION DU MARCHÉ DU TRAVAIL

La situation sur le marché du travail en Outre-mer continue de se dégrader, tant par rapport au trimestre précédent que sur un an.

**Dans les DOM**, le nombre de demandeurs d'emploi progresse de 1,4 % par rapport au trimestre précédent et de 5,8 % sur un an (contre +8,1 % en France sur un an). L'augmentation du nombre de demandeurs d'emploi se poursuit à la Guadeloupe, en Guyane et à La Réunion tandis qu'elle repart à la hausse à la Martinique, après un léger recul au trimestre précédent. Sur un an, la situation du marché du travail des DOM continue de se dégrader, à rythme toutefois plus faible qu'au deuxième trimestre. La hausse du nombre de demandeurs d'emploi ralentit ainsi à la Guadeloupe (+2,3 % après +4,0 %) et à La Réunion (+6,3 % après +8,0 %) tandis qu'elle accélère à la Martinique (+5,7 % après +5,1 %) et en Guyane (+14,1 % après +13,1 %). Dans ce dernier département, le rythme de hausse du nombre de demandeurs d'emploi s'accroît depuis près de deux ans, passant de 4,5 % au quatrième trimestre 2011, à +14,1 % au troisième trimestre 2013.



Sources : DARES, IDCNC

**Dans les COM du Pacifique**, le marché du travail est mal orienté. En Nouvelle-Calédonie la morosité de l'activité économique atteint le marché du travail avec une hausse marquée du nombre de demandeurs d'emploi au troisième trimestre (+9,0 % après +1,9 %). En Polynésie française, l'indice de l'emploi salarié marchand diminue de 1,1 %, sous l'effet d'évolutions contrastées. L'emploi croît dans la construction (+1,5 %). En revanche, il est stable dans l'industrie (-0,1 %) et en repli dans le secteur de l'hôtellerie (-2,9 %), des services (-1,5 %) et du commerce (-0,9 %), où des liquidations judiciaires sont intervenues ce trimestre. En glissement annuel, le nombre de demandeurs d'emploi se retourne à la hausse en Nouvelle-Calédonie (+10,9 %) tandis que l'indice de l'emploi salarié continue de se replier de 1,9 % en Polynésie française. À fin juin 2013, l'emploi salarié total déclaré à Wallis-et-Futuna demeure relativement stable et d'après les premières données disponibles, il se serait contracté dans le secteur privé à fin septembre.

## LA CONJONCTURE PAR GÉOGRAPHIE

### Guadeloupe : redressement fragile de l'activité

L'indicateur du climat des affaires (ICA) se redresse au troisième trimestre 2013, après cinq trimestres consécutifs de baisse. Il s'améliore de près de 6 points par rapport au deuxième trimestre, mais demeure encore bien en deçà de la moyenne de longue période (-11,1 points). Cette progression s'explique principalement par l'appréciation positive portée par les chefs d'entreprise sur l'activité du trimestre écoulé, ainsi que par une moindre dégradation des délais de paiement de la clientèle.

La consommation des ménages repart à la baisse après un léger sursaut au trimestre précédent. L'investissement montre toujours des signes de faiblesse en raison d'une diminution de la demande interne et d'un manque de visibilité des dirigeants d'entreprise.

Si la plupart des chefs d'entreprises interrogés par l'IEDOM font état d'une légère hausse de l'activité pour la première fois depuis début 2012, ils restent pessimistes pour le quatrième trimestre 2013. Une baisse de l'activité est attendue pour la fin d'année, ainsi qu'une nouvelle dégradation des délais de paiement de la clientèle.

## Martinique : légère amélioration de l'indicateur du climat des affaires

Au troisième trimestre 2013, l'ICA est en hausse de 2,5 points. Il poursuit sa lente remontée pour le quatrième trimestre consécutif. A 89,7 points, il est néanmoins bien en deçà de sa moyenne de longue période. L'orientation favorable des prévisions liées à l'activité et à l'investissement contribue à l'amélioration de l'ICA. Toutefois, la dégradation persistante de la trésorerie des entreprises, les incertitudes économiques et l'absence de visibilité à court et moyen terme ne permettent pas une amélioration plus franche de l'ICA.

La consommation des ménages se contracte, alors que les prévisions d'investissement restent globalement dégradées.

L'activité se stabilise dans l'ensemble des secteurs, à l'exception du commerce et de l'industrie.

Bien que pessimistes, les chefs d'entreprise anticipent une stabilisation de l'activité pour le prochain trimestre.

## Guyane : la dégradation de l'activité se poursuit

L'ICA s'est à nouveau sensiblement dégradé (-4,7 points) au troisième trimestre. Il s'établit désormais à 87,4 points, se situant bien en deçà de sa moyenne de longue période (-12,6 points). Ce repli s'explique principalement par des anticipations pessimistes pour le trimestre à venir concernant l'activité, les délais de paiement et les prix. La composante de l'indicateur portant sur le trimestre passé pèse également sur l'évolution de celui-ci.

Même si elles sont encore en retrait pour le cinquième trimestre consécutif, les intentions d'investir des chefs d'entreprise se redressent. La consommation des ménages pour sa part reprend légèrement.

Les chefs d'entreprise des secteurs de la construction, des services marchands, et de l'industrie jugent leur activité mal orientée. A l'inverse, l'activité des secteurs du commerce, du tourisme et du secteur primaire affiche une bonne orientation.

Dans ce contexte incertain, les perspectives d'activité pour le quatrième trimestre sont pessimistes.

## La Réunion : la confiance des entrepreneurs revient progressivement

L'ICA progresse à nouveau au troisième trimestre 2013 (+ 3,8 points) bien qu'à un rythme moins marqué qu'au trimestre précédent (+ 5,8 points). Il s'établit ainsi à 94,1 points. L'indicateur reste néanmoins en deçà de sa moyenne de longue période. L'amélioration de l'ICA s'explique d'abord par les anticipations positives des entrepreneurs sur le trimestre à venir (+ 2,6 points), notamment sur les délais de paiement et la trésorerie. Leur jugement sur le trimestre passé contribue également à la progression de l'indicateur (+ 1,2 point), notamment sur les prix et les délais de paiement.

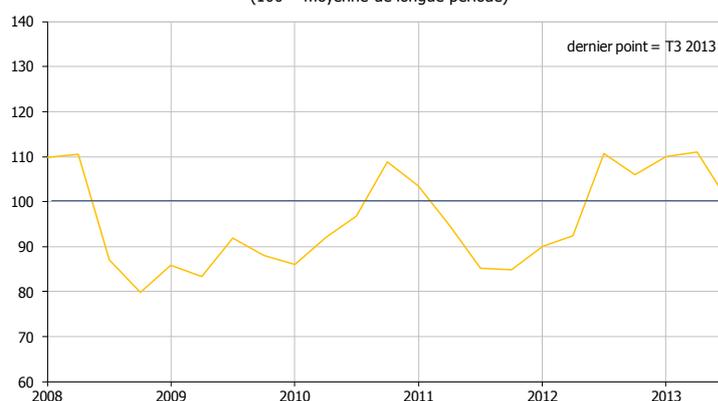
Le regain de confiance des entrepreneurs ne se traduit cependant pas de façon concrète dans l'évolution des principaux indicateurs économiques. Le manque de visibilité des professionnels continue en effet de peser sur l'investissement. La consommation des ménages est pour sa part légèrement mieux orientée.

L'ensemble des secteurs de l'enquête enregistrent une baisse de leur activité, à l'exception du secteur primaire dont le courant d'affaires s'inscrit en hausse. Même si l'activité reste faible, l'opinion des entrepreneurs sur les autres indicateurs tels que la trésorerie et les charges d'exploitation est mieux orientée et les perspectives sur le trimestre à venir sont généralement plus favorables.

## Mayotte : un climat des affaires incertain

Après avoir enregistré une évolution régulièrement favorable depuis le troisième trimestre 2012, l'Indicateur du climat des affaires (ICA) diminue ce trimestre (-11,0 points) et se positionne sur sa moyenne de longue période. Les réalisations du deuxième trimestre, conjuguées aux anticipations des chefs d'entreprises pèsent défavorablement sur leur opinion. Bien que l'activité passée et les prix prévus aient contribué positivement à l'indicateur, l'ensemble des autres soldes d'opinion est en baisse et traduit un environnement à venir moins porteur. Les incertitudes liées au passage à la fiscalité de droit commun le 1<sup>er</sup> janvier 2014 (en particulier les taux d'octroi de mer qui ne sont pas encore fixés) ainsi qu'au futur financement de la commande publique engendrent un report des projets d'investissement. En revanche, la consommation est mieux orientée, le nombre de demandeurs d'emploi continuant de diminuer depuis le premier trimestre et les prix maintenant leur progression à un rythme modéré. Les importations augmentent très fortement ce trimestre, tandis que les exportations enregistrent des évolutions erratiques et diminuent nettement.

Indicateur du climat des affaires à Mayotte  
(100 = moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

## Saint-Pierre-et-Miquelon : une activité en recul

Le troisième trimestre marque une contraction de l'activité économique de l'archipel, dont les premiers signes avaient déjà pu être enregistrés au trimestre précédent.

La consommation des ménages s'inscrit en retrait pour la première fois depuis le début de l'année 2013, se traduisant notamment par un ralentissement des importations de produits alimentaires et des ventes de véhicules de tourisme. L'investissement des entreprises suit également cette tendance générale de repli avec, entre autres, la baisse des importations de produits bruts et des crédits d'investissement. L'indice des prix à la consommation repart légèrement à la hausse, après avoir enregistré une décélération continue au premier semestre, principalement sous l'effet de l'augmentation des prix de l'énergie. L'emploi, à l'inverse des autres indicateurs, affiche une évolution positive ce trimestre.

Les résultats des secteurs du tourisme et de la pêche continuent de s'inscrire à la baisse.

## Nouvelle-Calédonie : nouveau décrochage du climat des affaires

L'ICA se dégrade au troisième trimestre 2013, pour s'établir à 81,3 points. Le recul de l'ICA est plus prononcé qu'au trimestre précédent (-3,9 points). Il se situe très en deçà de sa moyenne de longue période, atteignant l'un de ses plus bas niveaux historiques. Les résultats de l'enquête de conjoncture font état d'un nouveau ralentissement de l'activité. Cette évolution pèse sur les effectifs qui accentuent leur recul.

L'orientation de la plupart des indicateurs confirme la dégradation de la conjoncture. L'investissement est pénalisé par le manque de visibilité des entreprises. La consommation des ménages est mal orientée malgré la baisse des prix à la consommation.

Les évolutions des indicateurs sectoriels corroborent cette tendance générale, faisant état d'une activité en repli dans la plupart des secteurs économiques. Dans un contexte de montée en charge des usines, le secteur des mines ressort pénalisé par le faible cours moyen du nickel et l'accroissement des stocks mondiaux. Le BTP subit la baisse d'activité dans la construction de logements. En revanche, le secteur primaire, malgré des résultats contrastés, demeure bien orienté.

## Polynésie française : stabilité du climat des affaires

Après le net rebond observé à fin juin, l'ICA se replie très légèrement au troisième trimestre 2013 (-1,6 point) pour s'établir au niveau de sa moyenne de longue période. Les chefs d'entreprise estiment que l'activité et les effectifs sont en baisse sur le trimestre. En revanche, les délais de paiement s'améliorent et les anticipations sur l'emploi pour le trimestre à venir se redressent.

Dans ce contexte, sans orientation franche, le regain d'optimisme affiché par les entrepreneurs au trimestre précédent s'estompe : les importations de biens d'équipement sont en net repli et les intentions d'investir à un an se révèlent à nouveau défavorables, sans toutefois atteindre les niveaux très bas de ces dernières années. La consommation des ménages marque également le pas.

Sur le plan sectoriel, le bilan est mitigé : l'activité ralentit dans les services et le commerce, mais est mieux orientée dans le tourisme, qui affiche de bons résultats malgré une baisse de la fréquentation.

Pour la fin de l'année 2013, les chefs d'entreprise anticipent dans l'ensemble une stabilisation de leur activité. Les tensions de trésorerie devraient s'atténuer et les prévisions relatives à l'évolution des effectifs sont mieux orientées.

## Wallis-et-Futuna : dynamisme de l'activité économique mais pessimisme ambiant

Au troisième trimestre, la plupart des indicateurs économiques du Territoire sont encore au vert : les prix poursuivent leur décélération en glissement annuel et enregistrent même une baisse sur les trois derniers mois, les importations sont en hausse, les entreprises ont investi et l'emploi salarié est resté stable.

La tenue des Mini-Jeux durant les deux premières semaines de septembre a contribué à dynamiser l'activité économique durant ce trimestre. Toutefois, les secteurs du commerce et de la restauration indiquent ne pas avoir profité d'une augmentation notable de leur chiffre d'affaires pendant l'évènement sportif, à l'exception de quelques commerces de proximité installés sur les sites de compétition. À l'inverse, les secteurs de l'hôtellerie et de l'artisanat annoncent avoir pleinement bénéficié de l'afflux des délégations sur le Territoire.

Lors de notre enquête conjoncturelle « à dire d'experts », tous les chefs d'entreprise interrogés se sont dits préoccupés par l'avenir économique du Territoire. Le ralentissement anticipé de l'activité du secteur du BTP à l'approche de la fin des gros chantiers fait craindre une réduction significative de la demande.

### ÉCONOMIE MONDIALE : REPRISE LENTE ET DIVERGENCE DES DYNAMIQUES DE CROISSANCE

La croissance mondiale reste faible (+2,5 % au premier semestre 2013, selon les estimations du FMI d'octobre 2013), alors que l'économie mondiale est entrée dans une nouvelle période de transition. Elle se caractérise par une divergence des dynamiques de croissance qui accélère dans les pays avancés et ralentit dans les pays émergents. Les perspectives s'améliorent globalement à court terme. L'activité devrait ainsi accélérer légèrement, portée par les pays avancés, principalement les États-Unis. Pour l'ensemble de l'année 2013, le FMI prévoit une croissance de la production mondiale de 2,9 % (après +3,2 % en 2012).

Le produit intérieur brut (PIB) américain a progressé à un rythme plus élevé que prévu au troisième trimestre, à +2,8 % en rythme annualisé (après +2,5 % au deuxième trimestre). L'accélération de la croissance s'explique principalement par l'évolution des stocks des entreprises qui contribuent pour 0,8 point à la progression du PIB américain. En revanche, le manque de dynamisme de la consommation et de l'investissement, véritables moteurs de la croissance, et l'impact de la fermeture des services administratifs en octobre (« shutdown »), conduisent les analystes à anticiper un ralentissement de l'économie au quatrième trimestre. En septembre, la hausse des prix à la consommation décélère à +1,2 % en glissement annuel.

La croissance de la zone euro ralentit au troisième trimestre (+0,1 % après +0,3 % au trimestre précédent). Ce ralentissement est à l'œuvre dans plusieurs pays de la zone, notamment en Allemagne (+0,3 % après +0,7 % au deuxième trimestre 2013), où les exportations perdent de leur dynamisme. Parallèlement, la situation du marché du travail de la zone euro continue de se dégrader. Le taux de chômage s'inscrit en légère hausse par rapport au trimestre précédent, établissant un nouveau record à 12,2 %. Le Conseil des gouverneurs de la BCE lors de sa réunion du 7 novembre a décidé de baisser son principal taux directeur à 0,25 % contre 0,50 % auparavant. Cette décision est notamment motivée par le fait que l'inflation de la zone euro est tombée à 0,7 % en octobre, soit un niveau nettement inférieur à l'objectif de la BCE (qui est de maintenir l'inflation à des taux "inférieurs à, mais proches de 2 %"), tandis que l'évolution du crédit demeure atone.

Le PIB de la France recule légèrement au troisième trimestre (-0,1 %) après un rebond au trimestre précédent (+0,5 %). La demande intérieure finale ralentit sous l'effet d'une nouvelle baisse de la FBCF (-0,6 %) et de la décélération de la consommation des ménages (+0,2 % après +0,4 %). Les exportations chutent (-1,5 % après +1,9 %), tandis que les importations continuent de progresser (+1,0 %), mais à un rythme plus faible qu'au trimestre précédent (+1,6 %). À fin septembre 2013, l'indice des prix à la consommation s'inscrit en hausse de 0,9 % sur un an.

Dans les pays émergents et en développement, les exportations, tirées par l'accélération de la croissance dans les pays avancés et une consommation dynamique, devraient soutenir l'activité. Cependant, la croissance est révisée à la baisse dans de nombreux pays ; les conditions de financement extérieur se sont durcies et il semble de plus en plus que certaines contraintes affectent l'offre.

Sources : FMI, BCE, INSEE, FED, Eurostat

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)

Directeur de la publication et responsable de la rédaction : N. de SEZE

Editeur et imprimeur : IEDOM

Achevé d'imprimer : décembre 2013 – Dépôt légal : décembre 2013 – ISSN 1952-9619